

## SOLIDARITÉ

# Vietnam au cœur la bonne pulsation



Les médecins français et vietnamiens étaient réunis hier soir à Marseille grâce à l'association Vietnam au cœur. / PHOTO PH.F.

C'est une histoire d'amitié qui se prolonge en une belle aventure sur le plan médical et humain. Une histoire au long cours, ininterrompue, qui tisse des liens solides entre deux pays liés par une aventure commune. Hier, à l'hôtel Golden Tulip Euro-med (2<sup>e</sup>), l'association marseillaise Vietnam au cœur a réuni de nombreux médecins marseillais de premier plan - parmi lesquels on notait la présence du Pr Georges Leonetti, doyen de la faculté de médecine de Marseille - qui étaient venus rencontrer leurs homologues vietnamiens.

L'association Vietnam au cœur, créée par René Combemorel avec le Dr Pierre Henri-Ceccaldi, recevait le nouveau président de l'Institut de cardiologie du Vietnam, le Pr Pham Manh Hung ainsi que le Pr de cardiologie Nguyen Ian Viêt, qui occupe également la fonction de président des agrégés de cardiologie de ce même pays. "Tout ce qui est fait est le fruit de l'amitié

*qui nous unit*", insiste René Combemorel. 2800 médecins vietnamiens ont été formés grâce aux efforts menés par l'association, en lien étroit avec l'hôpital Saint-Joseph, l'AP-HM et l'Université. Au fil du temps, des accords de coopération ont permis d'aller plus loin dans certaines disciplines (cardiaque, orthopédique...). "C'est un compagnonnage de différents spécialistes qui a permis cette aventure, explique le Dr Jean-François Pollet, président de l'association Vietnam au cœur. Progressivement, ce sont les spécialistes de l'association qui ont formé des médecins vietnamiens. Et l'un des fleurons de l'association est la création, dans ce pays, d'une chaire de médecine légale. Vous imaginez bien ce que la médecine légale peut apporter sur le plan médical, sociétal, criminologique et dans de nombreux domaines".

Une histoire qui s'écrit, page après page, au quotidien. Et sans doute encore pour longtemps.

Ph.F.

## Des micro-caméras pour dépister le cancer

La vidéocapsule ingérable a fait son entrée en gastro-entérologie de l'hôpital d'Avignon en 2004. Voici cinq ans, le service s'est lancé dans un nouveau protocole de recherche avec une vidéocapsule de nouvelle génération, dite "colique", dotée de deux caméras, qui permet de visualiser le colon et peut ainsi remplacer l'examen de coloscopie classique dans le cas où celui-ci se révélerait impossible ou présenterait des risques sérieux pour le patient. Les essais cliniques pratiqués à Avignon viennent tout juste de se terminer et devraient faire prochainement l'objet de publications.

## ARLES

## Le torero Thomas Joubert, blessé à Bayonne, hors de danger

Très grièvement blessé lors de la corrida de samedi après-midi à Bayonne par un coup de corne d'un toro de Robert Margé, le torero arlésien Thomas Joubert était hier hors de danger. Il le doit en grande partie à l'efficacité de l'équipe de chirurgiens présente aux arènes, qui a réussi à stabiliser son état à l'infirmerie. Thomas Joubert a perdu beaucoup de sang mais l'hémorragie a pu être contenue, avant son transfert à l'hôpital où il a été opéré en urgence dans la soirée. Hier, il se trouvait encore en réanimation.

## NICE

## Un mariage reporté à cause des infractions au code la route !

"Infractions au code la route", "mise en danger de la vie d'autrui": face au comportement du cortège nuptial, un mariage qui devait être célébré samedi à la mairie de Nice a été reporté par le maire Christian Estrosi (LR). Dans un tweet Christian Estrosi lui-même avait annoncé le report de ce mariage en citant les "multiples infractions" du cortège des mariés: "conduite dangereuse, blocage des routes, insultes et outrages à agents".

## MARTIGUES

## Sous le charme des belles d'antan



# Le scandale de la prise en charge des malades psychiatriques à la rue

Pénurie de lits et de soignants, explosion du nombre de patients (+ 300 000 entre 2010 et 2016): en France, la psychiatrie s'enfonce dans une crise grave, que révèlent, sporadiquement, les grèves dans les hôpitaux d'Amiens, Rennes, Saint-Étienne. Ce sont des soignants à bout, des familles épuisées par la prise en charge défaillante de leur parent malade, des patients qui crient leur détresse.

Parmi ces usagers des services de psychiatrie, les SDF (1/3 souffrent de graves troubles tels que schizophrénie ou bipolarité) forment une population particulièrement vulnérable. Les chiffres, terribles, méritent d'être rappelés: l'espérance de vie des malades psychiatriques à la rue, est de 30 à 35 % moindre que celle de la population générale française.

C'est ce que documente une étude publiée le 23 août par une équipe marseillaise menée par le Dr Guillaume Fond, psychiatre à l'AP-HM, dans la revue *Progress in Neuropsychopharmacology*. Elle a suivi plus de 700 SDF, à Marseille, Paris, Lille et Toulouse, souffrant de schizophrénie ou de troubles bipolaires, afin de déterminer s'ils recevaient un traitement médicamenteux adapté à leur pathologie.

Or, les résultats sont accablants: "9 sur 10 ne reçoivent pas un traitement adapté" ont constaté les auteurs. "Plus de la moitié ne recevaient pas un traitement de fond approprié" (des antipsychotiques pour la schizophrénie ou un régulateur d'humeur pour le trouble bipolaire), 48% souffraient de plus d'une "dépression non traitée". Facteur aggravant, 46% recevaient des anxiolytiques sur de longues périodes, et 15% des hypnotiques, "ce



Une étude révèle que 9 SDF sur 10 ne reçoivent pas le traitement adapté à leurs troubles.

/PHOTO ARCHIVES D.R.

qui n'est pas recommandé", en raison des sévères risques de dépendance, mais aussi "de chute, de désinhibition et d'altération des fonctions cognitives".

Les auteurs ont conclu que le traitement des troubles mentaux demeure un "grand défi dans la population SDF. Certains psychiatres pourraient éviter de prescrire des antidépresseurs, soit par un défaut de dépistage, soit par une volonté de ne pas risquer d'aggraver la pathologie", estiment-ils. Ils relèvent

également que l'absence de traitement de fond est "un problème souvent lié au refus du patient de se traiter", alors que la loi n'autorise pas les psychiatres à administrer un traitement sans le consentement du patient, "en dehors du contexte de l'urgence".

Comment convaincre les personnes à la rue de se soigner ? Peut-être en leur offrant un toit, une stabilité. Le programme "Un chez-soi d'abord", qui parie sur l'accompagnement des SDF à leur

domicile (la plupart peuvent se prévaloir d'allocations couvrant le loyer), est une piste. Il y a deux ans, le Pr Pascal Auquier, avait démontré que ce programme, inspiré par un modèle venu des États-Unis et du Canada, et expérimenté à Marseille, réduisait de façon significative les symptômes des personnes et la durée des hospitalisations. Il coûtait aussi 25 % moins cher qu'une prise en charge classique...

**Delphine TANGUY**

dtanguy@laprovence-presse.fr

# Healthcare, au cœur des médicaments

Le logisticien de la santé s'est doté d'un nouveau centre à Marseille. Il livre 460 pharmacies dans notre région



Le centre de répartition. Au cœur, son automate traite 40 % des commandes

/PHOTOS GEORGES ROBERT

**A**ssurer l'accès à la santé partout en France en approvisionnant de manière permanente, en urgence et en situation de crise s'il le faut, les pharmaciens en médicaments. Tel est le métier d'Alliance Healthcare Répartition. Un grossiste-répartiteur régit par le code de la santé publique, très présent dans notre région où il dispose de trois implantations à Nice, Avignon et Marseille. La plateforme vauclusienne ayant pour rôle de compléter, si besoin, les commandes traitées par des deux autres.

Quant au site de Marseille qui fêtera en octobre sa première année, sa mission est de fournir à plus de 460 pharmacies clientes installées dans les Bouches-du-Rhône, le Var, le Vaucluse, les Alpes-de-Haute Provence et les Hautes-Alpes, leurs commandes de médicaments - en fait la somme des ordonnances déposées par les patients clients - dans le cadre de deux tournées quotidiennes ; l'une en milieu de journée, l'autre en soirée. Un service logistique qui peut être complété de livraisons à la demande en cas de nécessité, certains pharmaciens n'hésitant pas à se déplacer.

Présent dans la cité phocéenne depuis 1977, bien avant la naissance d'Alliance Santé en 1999, puis d'Alliance Healthcare en 2007, le site aujourd'hui installé dans le quartier de La Valbarelle, gère dans ses murs de manière permanente, de jour comme de nuit et de discrète manière, près de 14 000 références sur un total de 35 000 disponibles dans l'Hexagone. Parmi elles, des produits hautement sensibles parce que relevant des stupéfiants.

*"90 % des médicaments nous sont directement livrés par les laboratoires. Nous disposons d'un stock minimum de 15 jours, c'est la loi. Mais chez nous, le stock est cependant supérieur de 4 à 6 jours pour répondre sans rupture aux commandes des officines"*, explique Marie-Christine Pruneyre, pharmacien.

Pour s'y retrouver dans cette immense diversité, le centre de 5 300 m<sup>2</sup>, vaste bulle wifi où circulent des milliers de données et références, et où travaillent 70 personnes toutes équipées d'un lecteur, traçabilité totale oblige, s'appuie tout d'abord sur un mode de rangement géographique. Chaque destination disposant de son assortiment de produits. L'inventaire est assuré au quotidien et c'est à partir de cette première étape, que les commandes seront honorées dans un délai maximum de 24 heures.

La suite consiste à répondre avec précision aux commandes des pharmacies. Chacune se matérialisant par un bac bleu tantôt garni manuellement, tantôt par un automate pour les produits les plus demandés.

*"Nous n'avons pas souhaité tout automatiser. Le travail manuel reste gage de qualité du service apporté"*, commente Jean-Christophe Boyer, le directeur du site. Une fois la commande honorée et sa traçabilité garantie, le bac sera cerclé, étiqueté avec son code-barres et remis à un livreur pour l'acheminement jusqu'à l'officine dans le cadre d'une tournée. Un travail qui, on le sait peu, *"est une mission de santé publique"*.

Jean-Luc CROZEL

jlcrozel@laprovence-presse.fr

## REPÈRES

Le réseau compte 49 établissements de répartition qui livrent 31 565 références disponibles en moins de 24 h. Marseille traite 20 000 commandes jour via 61 livraisons



Jean-Christophe Boyer, directeur du site de Marseille et Marie Christine Pruneyre, pharmacien devant l'automate

## Alcura, services à domicile

Alcura Marseille, l'une des 52 agences du réseau spécialisé dans les services et la location ou la vente de matériels destinés aux soins à domicile, dessert 270 pharmacies de notre région. Également soumise à une mission de santé publique, l'agence qui gère 5 000 références, dispose d'un stock obligatoire de 300 produits accessibles 24 h sur 24 h.

J.-L.C

## L'ÉTUDE

**Alcool: un verre bonjour les dégâts**

Un verre de vin par jour ça ne peut pas faire de mal. C'est la fausse idée qui circule très souvent autour des discussions sur la consommation d'alcool. Cependant, un article publié dans la revue *The Lancet* la remet fortement en cause. Selon une vaste étude sur la fréquence et l'impact de la consommation d'alcool, même boire un verre de vin ou de bière par jour comporte un risque pour la santé. En effet, en 2016, 2,8 millions de personnes sont décédées à cause de l'alcool. Un consommateur d'alcool sur trois meurt de problèmes de santé liés à la boisson chaque année, d'après l'étude qui réduit à néant le mythe du "*un ou deux verres par jour sont bons pour vous*" ! Seul le "zéro alcool" minimalise le risque global de maladies.



## L'INFO

**Du changement sur les boîtes de paracétamol**

C'est un réflexe pour beaucoup de Français. À la moindre douleur, ils plongent dans leur pharmacie pour prendre du paracétamol. Or une surdose peut déclencher une destruction du foie. L'Agence Nationale du Médicament (ANSM) a décidé d'harmoniser les messages inscrits sur les boîtes. Pour cela, elle lance une consultation publique via un document téléchargeable sur le site de l'agence avant le 30 septembre. Parmi les idées, l'ANSM propose plusieurs possibilités comme "Danger pour le foie si vous dépassiez la dose maximale" ou encore "surdosage = danger".

**UNE QUESTION, un expert****Cartable: comment éviter d'en avoir plein le dos !**

Il est en tête de liste des fournitures scolaires. Sur les dos, à roulettes ou en bandoulière, le cartable reste la star de la rentrée. S'il est le compagnon incontournable des élèves, il peut devenir le meilleur ennemi des enfants. Car l'utilisation d'un sac inadapté peut entraîner des troubles aux dos, au cou et aux épaules. Aussi, le choix ne doit pas se faire à la légère. Les explications d'Aurélie Clément (*photo*, kinésithérapeute).



Autrefois, il n'y avait pas le choix, le cartable traditionnel dans sa forme rectangulaire était la seule et unique possibilité pour les écoliers. Recouvrant l'intégralité du dos, il soulageait la colonne vertébrale du poids des cahiers sans abîmer les vertèbres. "Il n'y a pas mieux que ce style de sac, car le poids est bien réparti et couvre toute la superficie du dos", regrette la spécialiste.

Malheureusement, les effets de mode ont effacé ce bon vieux sac-table pour laisser place aux sacs à bandoulière voire à main pour les jeunes filles. Des choix peu judicieux, car ils peuvent entraîner de graves problèmes de santé. "Les risques sont nombreux : des lombalgies peuvent survenir, ainsi que des spondylolisthésis qui peuvent provoquer des glissements de vertèbres, entraînant par la suite de graves problèmes musculaires", alerte Aurélie Clément.

De nombreux enfants sont attirés par le cartable à roulettes qui semble plus pratique. Toutefois, contrairement aux apparences, ce style de sac est peu recommandé car il est lourd, même vide. En le tirant, les enfants peuvent former un pivot avec leur dos, au même titre que le sac en bandoulière qui pose tout le poids sur une seule épaule, ce qui peut provoquer un déséquilibre vertébral.

Dernière catégorie à déconseiller, le sac à main dont raffolent les jeunes adolescentes, mais qui est néfaste pour leur santé. "Le fait de soutenir son sac uniquement à la force de l'avant-bras peut provoquer un décalage des vertèbres, des épaules, du bassin et des hanches. Dans des cas plus graves, des sciatiques peuvent naître à cause d'une mauvaise répartition du poids". Pourtant, le poids du cartable est un facteur capital de sélection. Rempli, il ne devrait jamais excéder 10 % du poids de l'enfant. "L'enfant aura des problèmes de posture et de colonne vertébrale s'il soulève plus de 10% de son poids. Prendons un enfant d'une dizaine d'années qui pèse une trentaine de kilos, il devrait porter au maximum un sac de 3 kilos, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui". Alors que le poids des enfants évolue avec l'âge de façon constante, celui des sacs à dos est, lui, exponentiel. "Dès qu'ils arrivent en sixième, et que les matières se multiplient, les cartables pèsent jusqu'à 10 kilos, soit l'équivalent d'un pack de bouteilles d'eau", souligne-t-elle.

Pour éviter les problèmes de dos, le cartable doit être porté assez haut pour qu'il prenne toute la charge du dos, c'est-à-dire entre les omoplates et les lombaires. "Il ne faut pas porter son sac trop bas, comme le font beaucoup de jeunes, car le poids est mal réparti", prévient la spécialiste.

Alors que certains établissements scolaires ont installé des casiers afin que les enfants puissent poser leurs livres pour alléger les cartables, le passage au numérique devrait soulager les épaules des étudiants, et par la même occasion tourner le dos à un problème qui perdure depuis de longues années.

F.ca.

**L'AGENDA**

**1<sup>er</sup> OCTOBRE** • **Le GEFLUC organise un dîner caritatif pour lutter contre le cancer.** Crée à Marseille en 1964, le regroupement de l'entreprise française de lutte contre le cancer (GEFLUC) accompagne dans leur combat les patients atteints d'un cancer. Pour financer la recherche, le Gefluc organise un dîner caritatif lundi 1<sup>er</sup> octobre au Fort Ganteaume à Marseille (Vieux-Port). L'association peut compter sur un réseau étendu d'entreprises qui reversent un euro du salaire de leurs effectifs. Grâce à la solidarité des entreprises partenaires, le Gefluc permet à des familles d'être aidées dans l'accompagnement de leurs proches. Réservations au 04 91 33 00 67

**Pour la rentrée, faites un bilan de santé !**

Un examen de santé préventif gratuit, accessible aux assurés sociaux du régime général, âgés de plus de 16 ans.

Pour faire le point sur votre santé, apprendre à mieux la gérer et vous informer, la CPCAM des Bouches-du-Rhône vous offre la possibilité de bénéficier d'un bilan médical gratuit dans son centre d'exams de santé, le CESAM13.

Prendre rendez-vous au **Cesam13**

- Par courrier : CESAM13 - 72, traverse des Bonnets - 13383 Marseille Cedex 13
- Par messagerie électronique : cesam13rdv.cpcam-marseille@assurance-maladie.fr
- Sur le site : <https://www.bilansante13.fr>

Entretien avec un agent administratif  
Informations sur vos droits,  
l'accès aux soins, CMU-ACS,  
déclaration médecin traitant



Entretien individuel avec le médecin



Examen complémentaire  
Spirométrie

Examens paramédicaux  
taille, poids, tension artérielle,  
vue...



L'Assurance  
Maladie  
BOUCHES-DU-RHÔNE

**Trouver le bon sport pour ses enfants, ça se prépare**

Il doit coller à leur caractère et se concilier avec les exigences scolaires

C'est l'une des grandes questions de la rentrée. Quel sport va pratiquer son enfant cette année ? Certains sont déjà destinés à une discipline tandis que d'autres hésitent, voire refusent de faire une activité sportive. Ces derniers sont cependant minoritaires, car malgré ce que l'on peut dire, la France est un pays de sport dans lequel près de 80 % des garçons scolarisés au primaire pratiquent une activité sportive, tandis que l'on atteint les 70 % pour les filles.

"Il n'y a pas d'âge pour faire du sport, simplement chaque moment de l'enfance correspond à un moment particulier

**"Il faut éviter la spécialisation chez les jeunes."**

pour le choix du sport", détaille Hervé Collado, médecin du sport à Marseille et Aubagne. Depuis quelques années, même les tout-petits ont leurs sports attitrés. Que ce soit bébé gym ou bébé nageur, ces disciplines ont un but bien particulier : "À tout âge il y a un objectif différent : pour les 4-5 ans, on va utiliser le sport pour l'éveil psychomoteur, à partir de 7 ans, c'est la diversité des activités qu'il faut proposer. Enfin, quand on arrive autour de 10 ans, c'est le moment où l'on va se perfectionner dans une discipline."

Pour un enfant, la pratique d'un sport en dehors des heures de cours constitue une véritable bulle d'oxygène. "Chaque activité sportive apporte de manière différente à l'enfant un bénéfice à la fois physique mais aussi psychologique. Ce double apport doit rentrer en compte dans le choix du sport en fonction de ce que l'on cherche à apporter à son enfant", détaille le spécialiste. Cependant, tout le monde ne peut pas pratiquer le sport qu'il souhaite. Il existe des impondérables auxquels les familles sont confrontées. Lorsqu'il y a



Filles et garçons partagent souvent le même terrain lors des différents tournois de jeunes. Preuve que le sport est ouvert à tous, peu importe l'âge ou le sexe.

/PHOTO DR



Le docteur Hervé Collado. /PHOTO N.V.

o u a u contraire excellé. Le principal reste le plaisir de l'enfant, qui va pratiquer pendant toute une année un sport dans lequel il doit s'épanouir. Pour les très jeunes, il faut aller principalement vers des choix de sports dits symétriques, de type natation, pour développer un bon schéma moteur. Si son enfant est plutôt timide, il faut privilégier les sports collectifs pour l'ouvrir aux autres ou bien un sport de combat pour qu'il puisse libérer sa personnalité. Les enfants hyperactifs devront plutôt être dirigés vers des sports à forte dépense énergétique type judo, karaté ou rugby."

Le choix du sport doit respecter le rythme de vie de l'enfant, c'est-à-dire s'articuler avec l'emploi du temps scolaire mais également permettre des temps de repos indispensables au bon développement. Il est conseillé de faire deux séances de sport dans la semaine en plus des compétitions le week-end. Un juste milieu qui permet aux enfants de profiter à 100 % de leurs copains mais également de penser à autre chose que leur quotidien scolaire.

Fabien CASSAR

**LA QUESTION DU CERTIFICAT MÉDICAL**

Pour tout licencié d'une association sportive, le passage chez le médecin pour signer le traditionnel certificat médical est un réflexe annuel. Cependant, depuis le 26 janvier 2016, le certificat médical est valable 3 ans, sauf pour certaines pratiques dites "à contraintes particulières" (rugby, boxe, plongée...). "Cette décision a été prise car il fallait désengorger les cabinets des médecins généralistes, donc il a été décidé de mettre en place un autoquestionnaire qui évalue la santé du licencié. Si ce questionnaire décèle un problème cela déclenche automatiquement la visite avec le médecin", souligne Hervé Collado qui a participé à son élaboration. Pour faciliter les démarches, le service public a lancé un simulateur en ligne à l'adresse [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)